

Pour l'agriculture, « des aléas de plus en plus marqués et imprévisibles »

PROPOS RECUEILLIS PAR
DELPHINE CHAYET @DelChayet

CHRISTIAN HUYGHE est directeur scientifique chargé de l'agriculture à l'Institut national de la recherche agronomique et de l'environnement (Inrae). Il alerte sur la difficulté à anticiper la sévérité et la récurrence des sécheresses à venir.

LE FIGARO. - Comment se présente l'été 2023 pour le monde agricole ?
Christian HUYGHE. - La situation est assez contrastée. Le Nord a connu une sécheresse marquée, tandis que des vagues orageuses se sont succédées dans le Sud. Il a plu à Bordeaux pendant un mois, au point que les viticulteurs de la région ont le plus grand mal à maîtriser une épidémie de mildiou. En surface, les sols ne sont pas secs. L'alerte porte plutôt sur la grande variabilité de ces aléas, qui deviennent de plus en plus marqués et imprévisibles.

Le niveau des nappes phréatiques vous inquiète-t-il ?

La situation hydrologique générale est préoccupante. La sécheresse est très sévère dans le Languedoc-Roussillon depuis le printemps et cela risque d'être compliqué dans les vallées de l'Adour et de la Garonne, une région de production estivale de maïs, de soja et de fruits. Comme il a peu neigé dans les Pyrénées, les cours d'eau sont bas. L'irrigation va sans doute devoir être réglée dans ces bassins où l'agriculture entre en concurrence avec des activités industrielles. Même chose dans le Poitou, où les rivières souterraines ont un débit très faible. Dans cette région, il existe une tension sur l'eau entre l'agriculture, le tourisme dans le Marais poitevin et l'ostréiculture, qui peut être pénalisée par un manque d'eau douce.

À quoi doit-on s'attendre à l'avenir ?

Deux phénomènes principaux vont se combiner. L'augmentation des températures va entraîner une hausse de l'évapotranspiration des plantes, donc des besoins agricoles en eau durant l'été. Parallèlement, les climatologues prévoient des périodes de sécheresse plus longues, mais aussi plus d'événements de pluviosité extrême. L'eau ne sera pas moins abondante en moyenne, mais plus aléatoire. Or, dans un climat qui change à une vitesse extraordinaire, nous sommes incapables d'anticiper l'intensité et la récurrence des futurs aléas. Dans les vingt-cinq prochaines années, on va vraisemblablement subir une augmentation de température deux fois plus grande que celle enregistrée depuis cinquante ans, donc un rythme de changement quatre fois plus élevé.

Les agriculteurs pourront-ils s'adapter ?

Le sujet principal est celui des cultures annuelles, qui représentent plus de 10 millions d'hectares en France. Prenons l'exemple des céréales : à l'horizon 2040, la Beauce connaîtra des températures un peu plus élevées que celles de Toulouse aujourd'hui. Les plantes auront chaud, et leur cycle de vie sera plus court. Les céréales pourraient être récoltées un mois plus tôt. On peut dès lors imaginer cultiver du soja, du sarrasin ou des tournesols au printemps, après la culture de blé ou même en les semant dans le blé au printemps. Si tout se passe bien, le volume de production sera plus élevé et en cas de problème sur une culture, vous aurez toujours l'autre. La diversité permet d'augmenter la résilience. L'autre sujet de préoccupation concerne les prairies : ces 12 millions d'hectares constituent l'essentiel des rations alimentaires des bovins, ovins, caprins et équins. La pousse de l'herbe étant moins prévisible, les éleveurs auront besoin de stocks fourragers plus importants pour couvrir les manques en été...

Quels leviers peuvent être activés ?

Il faut repenser nos systèmes d'irrigation. Les grands canons, qui arrosent très rapidement de larges surfaces, gaspillent beaucoup d'eau (jusqu'à 28 % par évaporation). Il existe des dispositifs plus économes, comme des tuyaux enterrés distribuant l'eau goutte-à-goutte ou des rampes d'irrigation modernes. Nous devons aussi travailler sur l'amélioration génétique des espèces cultivées, notamment sur leur résistance à la sécheresse par des enracinements plus profonds et une meilleure efficacité de l'utilisation de l'eau. Autre piste de recherche, la résistance face aux nouveaux insectes et maladies qui arriveront du fait d'un climat modifié.

Les conflits pour l'eau risquent-ils d'empirer ?

Nous serons amenés à penser davantage l'eau comme un bien commun, et à mieux réfléchir à son utilisation. À mon sens, son appropriation est justifiée si elle apporte quelque chose à la collectivité, par exemple une production à forte valeur ajoutée, comme les semences, le maraîchage, l'élevage, ou des emplois dans un territoire rural. Cela amènera certainement à repenser le choix de ce qui est cultivé dans certaines régions. Dans des contextes à forte contrainte en eau, il faudra réduire les surfaces de maïs. Cette transition se fera à l'échelle des agriculteurs, avec l'appui des coopératives, car elle implique une évolution de la demande de la filière agroalimentaire au consommateur. ■



Dans les vingt-cinq prochaines années, on va vraisemblablement subir une augmentation de température deux fois plus grande que celle enregistrée depuis cinquante ans

CHRISTIAN HUYGHE



Une place fleurie dans le village de Priac-sur-Mer (Loire-Atlantique). Les communes primées sont inspectées tous les trois ans par un jury du CNVVF.

PHILIPPE ROY/AURIMAGES VIA AFP

Préserver les espaces verts tout en économisant l'eau : le dilemme des Villes et Villages fleuris

ÉRIC DE LA CHESNAIS
@plumedeschamps

À L'HEURE de la sobriété en eau, le label des Villes et Villages fleuris, créé il y a soixante ans quand cette ressource était abondante, a dû, lui aussi, s'adapter. « On est passé du fleurissement quantitatif des années 1970 au qualitatif des années 2020, indique Thibaut Beauté, président du Conseil national des Villes et Villages fleuris (CNVVF), conseiller régional de Normandie. Notre label prend en compte cette nouvelle donne : l'adaptation au changement climatique fait partie des 64 critères que notre jury utilise pour attribuer aux communes leur label allant de 1 à 4 fleurs. Certes, les jurés prennent en compte le fleurissement, mais ils s'intéressent aussi aux mesures environnementales, comme la désimperméabilisation des cours d'école ou la plantation d'arbres. »

Les municipalités ont bien compris ces nouveaux critères d'évaluation. Et certaines, sous la pression de leurs habitants et du CNVVF, ont déjà rectifié le tir. Mais l'obtention du précieux label n'est pas acquise une fois pour toutes. Les communes primées - elles sont 4700 en France, de 1 à 4 fleurs - sont inspectées tous les trois ans par un jury du CNVVF. « Nous regardons par exemple si les fleurs choisies sont moins consommatrices en eau. On fait également attention à ce que la fleur en pleine terre soit privilégiée par rapport aux bacs en suspension, qui demandent plus d'arrosages, poursuit Thibaut Beauté. Enfin, nous nous assurons que l'irrigation, quand elle est obligatoire, soit faite au bon dosage, avec du goutte-à-goutte et des sondes tensiométriques qui permettent de connaître le besoin en eau du sol. »

« Les enjeux climatiques sont de plus en plus importants pour les communes, et cela passe notamment par une meilleure gestion de l'eau, commente Bertrand Delanoë, conseiller municipal en charge de la commission gestion des

parcs et fleurissement au Luc-sur-Mer (Normandie), une commune au label 3 fleurs. Nous avons annulé le concours des maisons fleuries au début du printemps et, plus globalement, nous avons une vraie réflexion sur notre gestion des espaces verts. La commune a réduit de moitié le nombre de plantes dans les rues, en supprimant les fleurs dans les candélabres et les bacs sur les barrières. Elles consomment énormément d'eau. Nous avons fait le choix de plantes plus adaptées à des climats chauds, plantées en pleine terre. Cela demande moins d'entretien à nos trois jardiniers municipaux, qui ont été formés en conséquence. Par ailleurs, il y a moins de gâchis : l'an dernier, un arrêté préfectoral nous avait empêchés d'arroser les fleurs très tôt dans la saison. Nous avons dû les jeter. »

Politique de sobriété

Préserver la beauté des espaces verts tout en économisant de l'eau : le dilemme est le même, plus au nord, sur la côte normande. « On essaye de tout conjuguer : notre réputation de Village fleuri auprès de nos visiteurs et de nos résidents, notre position sur la Côte fleurie, dont le nom remonte historiquement à la présence de nombreuses entreprises horticoles qui fournissaient l'île-de-France, mais aussi la sobriété en eau, affirme Tristan Duval, maire de Cabourg. Nous faisons partie des villes pilotes sur la récupération des eaux usées pour l'irrigation. Une première expérimentation va être menée à la rentrée pour arroser notre hippodrome. Puis, si c'est concluant, nous ferons de même pour les terrains de foot et de golf. »

Cette politique de sobriété des espaces fleuris ne fait toutefois pas l'unanimité. « Il a fallu attendre la mi-juin et le Festival du film de Cabourg pour que les espaces verts soient à nouveau bien fleuris et entretenus, regrette Martine, une Parisienne qui vient régulièrement dans son appartement du front de mer. Depuis Pâques, la pelouse était restée jaune et les fleurs, fanées. Ce n'est pas à la hauteur de l'image de la ville et des impôts que l'on paye. » ■

VERS L'ARRÊT DE RÉACTEURS NUCLÉAIRES ?

Pour la première fois depuis le début de l'été, EDF envisage de réduire la production de sa centrale nucléaire de Bugey, dans l'Ain (notre photo) en fin de semaine, du fait de la température croissante du Rhône à proximité. Cela pourrait conduire à l'arrêt d'un ou deux réacteurs sur les quatre que compte la centrale. L'activité des centrales, qui pompent puis rejettent l'eau des rivières adjacentes, est encadrée par des limitations d'échauffement de ces cours d'eau.



ROBERT PRATA/REUTERS

88 %
de déficit hydrique

en juillet 2022. Cela avait plongé la France dans un été hors norme

Documentaires

Découverte & Patrimoine

Avec

DS AUTOMOBILES

NOUVEAU

LE FIGARO,
MAINTENANT
À LA TÉLÉVISION

LE FIGARO TV

Île-de-France

Canal 34 de la TNT
Île-de-France,
Canal 30 sur toutes
les boxes TV